



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

CEA

Question au Gouvernement n° 2979

Texte de la question

FERMETURE DU SITE DU COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU RIPAULT

M. le président. La parole est à Mme Claude Greff, pour le groupe Les Républicains.

Mme Claude Greff. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, mais il n'est plus là... (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) J'y associe le questeur Philippe Briand, qui, comme moi, a appris par voie de presse sa décision.

Vous avez en effet décidé que le site du CEA, c'est-à-dire le Centre...

M. Jean-Claude Perez. Elle ne sait même pas ce que cela veut dire !

Mme Claude Greff. ...ou plutôt le Commissariat à l'énergie atomique du Ripault, en Indre-et-Loire, serait fermé pour rejoindre la région Aquitaine.

M. Pascal Popelin. Vous vous êtes trompée de séance, madame Greff : cette question, il faut la poser un mardi matin lors des questions orales sans débat !

Mme Claude Greff. Près de 600 salariés sont concernés par cette fermeture, et plus d'un millier dans les entreprises sous-traitantes. Ce mardi 9 juin, les salariés du CEA du Ripault manifestent devant le ministère de la défense. Ils veulent connaître les raisons de cette fermeture. Ils comprennent bien qu'il est nécessaire d'anticiper les contraintes budgétaires à l'horizon 2020-2025, mais alors pourquoi, le 11 octobre dernier, avant les élections départementales, Mme Touraine, ancienne présidente du conseil général d'Indre-et-Loire, a-t-elle déclaré à la presse dans sa circonscription d'élection : « Je veux que tout le monde soit rassuré. Le Ripault ne fermera pas et conservera ses salariés » ? (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. Elle a menti !

Mme Claude Greff. Encore une promesse non tenue du Gouvernement ! Pourquoi ce qui était vrai avant les élections ne l'est plus, comme par hasard, après que vous avez perdu les élections départementales ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. Mme Touraine est une bonimenteuse !

Mme Claude Greff. Voulez-vous appauvrir encore la région Centre-Val-de-Loire, autrefois présidée par M. Michel Sapin ? Elle est pourtant durement touchée par de nombreux plans sociaux, dont celui de Michelin de 2014 – je rappelle que vous étiez déjà aux commandes, en 2014 ! Avec votre redécoupage, c'est bien vous qui

en avez fait la plus faible région de France. Vous favorisez davantage, évidemment, la région Aquitaine, présidée par M. Rousset : pourquoi cela ?

Votre décision est injuste. C'est un choc pour les salariés et les familles. Les salariés regrettent qu'aucun scénario alternatif n'ait été étudié avec les personnels et leurs représentants. Le Premier ministre, sous couvert du secret défense, n'a donné aucune explication crédible à cette fermeture.

Vous sacrifiez l'emploi tourangeau. Vous devez revenir sur cette décision et étudier, avec tous les acteurs concernés, les possibilités... *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. Merci, madame la députée. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Christian Jacob. Pourquoi Mme Touraine, qui a menti, ne répond-elle pas ?

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Madame la députée, le Gouvernement est évidemment très attentif à la situation des salariés du Ripault. Ils seront d'ailleurs reçus cet après-midi par le ministre de la défense, dont je vous prie d'excuser l'absence : étant en déplacement en Tunisie, il ne peut vous répondre maintenant.

Comme vous le savez, même si vous avez omis de le rappeler, la structure du CEA du Ripault est dans une période de bas de cycle. Nous sommes en effet à la fin de la production d'un certain nombre de dispositifs militaires. Cette production reprendra d'ici quelques années, mais d'ici là, nous sommes dans un creux, prévu par la loi de programmation militaire qui est à l'heure actuelle encore en débat au Parlement.

Vous avez vous-même souligné que personne, ici, ne conteste la volonté de rationaliser la dépense publique, y compris au sein du budget de la défense. Ce n'est certainement pas vous qui me contredirez, parce que je vous sais très attachée à la problématique de la dépense publique : je vous ai entendue à de nombreuses reprises sur ce sujet.

Mme Claude Greff. Ce n'est pas la question !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. Nous connaissons l'attachement des salariés et des Tourangeaux au centre du Ripault, qui contribue à la vie locale. Vous avez néanmoins oublié de souligner qu'il n'est pas question d'une suppression d'emplois, mais d'une réorganisation territoriale de l'activité nucléaire du CEA.

Mme Claude Greff. Ben voyons !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. De façon plus précise, je tiens à vous dire que l'activité liée au pôle Lavoisier a vocation à rester au Ripault. Voilà, madame la députée, ce que nous voulions vous dire pour vous rassurer.

Mme Claude Greff. Vous ne connaissez même pas le sujet !

Données clés

Auteur : [Mme Claude Greff](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2979

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juin 2015](#)